

Les subsides

Montréal. Le 30 octobre dernier, le journal *La Presse* rapportait, et je cite;

Montréal zone spéciale: après deux ans un demi échec.

Le ministre de l'Expansion économique régionale (M. MacKay) a dû prendre connaissance de cet article et réaliser que le MEER devait fournir 60 millions de dollars de subventions pour une période de trois ans.

Ces octrois devaient susciter pour plus de 300 millions de dollars de projets, et créer plus de 12,000 emplois. On sait que la réalité est tout autre et que l'on a seulement dépensé 26.8 millions de dollars et créé moins de 5,000 emplois. J'ai lu cela avec beaucoup d'intérêt étant donné que ma circonscription fait partie de cette zone spéciale de Montréal. Et quel n'a pas été mon étonnement quelques jours plus tard, le 6 novembre, quand dans le même journal on pouvait lire, et je cite:

Ottawa prolongera le programme Montréal zone spéciale.

J'ai été très étonné et j'ai lu cela avec beaucoup d'attention aussi. J'avais hâte de voir quel sort on réserverait à la circonscription de Shefford. Malheureusement, il n'y a pas beaucoup de nouvelles sur cette circonscription. Je lisais cela. Dans l'article, on disait que c'était un demi-échec. On disait que cela avait nui à la ville de Granby, ainsi qu'à celle de Waterloo, dont le maire est ici ce soir et qui attend avec beaucoup d'impatience les réponses du ministre. On avait dit: Il est bien certain que lorsque le gouvernement va faire des changements, il va penser à la circonscription de Shefford. On sait que cette dernière, pendant sept ans, a fait partie de la zone désignée et en a profité.

Cette zone spéciale, la presse appelait cela un demi-échec, nous nous appelons cela un échec complet en ce qui regarde notre région. Le ministre connaît mon intérêt pour l'expansion économique régionale. J'ai déjà eu l'occasion de lui en parler à plusieurs reprises, et la ville de Granby nous disait à un certain moment que, faisant partie de la zone spéciale de Montréal et des environs, plutôt que d'une zone désignée, elle se sentait sérieusement désavantagée. J'ai communiqué avec le ministre, et lui ai dit tout cela. Il a porté une grande attention à ma demande, et il doit le faire encore dans les prochains jours, mais je voudrais lui rappeler que, selon des statistiques, dans Shefford, le taux de chômage est de 18.9 p. 100. Il est certain que Statistique Canada ne sera pas d'accord avec moi, mais je parle de statistiques réalistes, compilées par certains fonctionnaires du ministère de l'Emploi et de l'Immigration, et on me dit que dans Shefford 7,269 personnes sont à la recherche d'un emploi.

C'est beaucoup, c'est même beaucoup trop. Je lis le dernier communiqué du ministre à l'effet qu'il accorde beaucoup de subventions en vue de combattre les inégalités régionales, je suis très étonné, je suis surtout frustré de ne pas être dans cette fameuse zone désignée.

Je lisais la dernière publication de Revenu Canada et, entre autres, il s'agit de l'édition 1979 des statistiques fiscales. Ce n'est pas seulement pour me plaindre du fait que certaines autres villes sont désignées, mais pour la gouverne du ministre, je voudrais lui signaler que Sept-Îles, par exemple, qui est la deuxième ville canadienne selon le revenu moyen, la ville de Sherbrooke, qui est la 67^e, la ville de Trois-Rivières, qui est la 52^e, sont des villes désignées aux fins de subventions, tandis que la pauvre ville de Granby, qui elle est la 87^e, n'est pas désignée. On se demande vraiment si ce ministère-là est

commis à combattre les inégalités régionales. Pendant sept ans, on a fait partie de cette fameuse zone désignée, et des changements ont été effectués. Je n'étais pas député dans ce Parlement-ci à l'époque, l'ancien député ne s'en est probablement pas assez soucié, mais moi j'arrive comme nouveau député ici, et je veux m'assurer que les industries de chez nous puissent profiter de subventions. Je crois, par exemple, que les secteurs mous, comme celui du caoutchouc, du textile, des meubles, des plastiques même, il y a cinq industries de plastique à Granby seulement, et toutes ont besoin d'aide. Malheureusement, avec le programme actuel nous ne pouvons pas obtenir d'aide. Je demande au ministre, premièrement, s'il a l'intention de faire quelque chose pour ces fameux secteurs mous, pour lesquels le gouvernement du Québec, dans plusieurs livres et plusieurs déclarations, a dit qu'il voulait faire tous les efforts possibles en vue de les aider. Mon collègue de Drummond (M. Pinard), qui est à la Chambre, a également besoin d'aide dans le domaine du textile. Nous avons tous besoin d'aide et de faire travailler nos gens.

Le ministre doit poursuivre les mêmes objectifs que nous, et j'espère qu'il pourra nous donner plus de réponses. Quant à cette fameuse zone désignée, cela est très bien pour la petite entreprise parce que n'importe quel projet peut être subventionné. Par contre, ceux qui sont dans la zone spéciale de Montréal n'ont vraiment pas un «spécial». On sait que tous les projets de moins de \$100,000 ne sont pas subventionnés. On prétend vouloir aider la petite et la moyenne entreprise, et l'on sait que les projets de moins de \$100,000 représentent vraiment la petite entreprise, et que ces gens-là ne sont pas admissibles aux subventions. Pour moi c'est une situation intolérable, surtout quand on veut aider ces gens-là qui ont de l'initiative et qui pourraient contribuer à notre économie. Je demande au ministre s'il a l'intention d'apporter des modifications pour permettre aux petites entreprises de participer à la vie économique de la région des cantons de l'Est, du Québec et du Canada.

• (2030)

Un de mes collègues parlait d'un problème d'aéroport, et il aurait aimé que le MEER puisse s'en mêler un peu. Il avait des problèmes avec le gouvernement provincial. Nous avons aussi un problème d'aéroport. L'aéroport régional de Bromont a été pour nous un outil de développement industriel incomparable. En particulier la compagnie IBM est venue s'installer dans notre région grâce à cet aéroport. Celui-ci devrait être financé par l'ensemble de la collectivité, parce qu'actuellement ce sont les villes de Bromont et de Cowansville, qui sont d'ailleurs dans la circonscription du député de Missisquoi (M. Grafftey), le collègue du ministre, qui paient. Maintenant si mon collègue de Missisquoi ne veut pas s'occuper de son dossier, je vais le piloter pour lui. Ce que je voudrais dire au ministre c'est qu'on a besoin de son intervention. Cet aéroport risque de fermer si personne ne s'en occupe.

Actuellement la ville de Bromont, qui est dans une situation financière précaire, et celle de Cowansville doivent absorber les coûts de cet aéroport régional. J'ai peur qu'il nous réponde que son collègue le ministre des Transports (M. Mazankowski) peut m'aider, mais je vais lui dire que j'ai vérifié auprès de son collègue le ministre des Transports, et il me dit qu'il n'y a presque pas de budget pour ce genre d'aéroport. J'aimerais qu'on cesse de se renvoyer la balle et qu'on puisse trouver une